

Michel-Antoine Burnier

« Avec *Action*, la presse se met en mouvement »

« Avec *Action*, la presse se met en mouvement »

Entretien avec Michel-Antoine Burnier

En mai 1968, Michel-Antoine Burnier a vingt-six ans et déjà un long parcours politique, intellectuel et journalistique. « Sartrien fanatique depuis ses seize ans », comme il se définit avec une pointe d'ironie, il débarque à Paris en 1960 pour intégrer Sciences-Po et étudier la philo à la Sorbonne. Révolté par la torture dans la guerre d'Algérie, il passe par le PSU [Parti socialiste unifié], entre dans un réseau de soutien au FLN et rejoint rapidement l'Union des étudiants communistes (UEC), siège de la fronde anti-stalinienne. Les conflits avec la direction du PCF tourment mal et, en 1965, il fait partie du groupe des « Italiens » exclus lors du VIII^e congrès de l'UEC. La même année Bernard Kouchner lui présente Emmanuel d'Astier de La Vigerie, grande figure de la Résistance et ancien ministre de l'Intérieur du général de Gaulle à Alger. Ensemble, ils fondent le mensuel L'Événement, dont Burnier, après Kouchner, sera le rédacteur en chef jusqu'en 1969 ; le titre cessant sa parution peu après le décès de d'Astier. En mai 1968, il participe aussi à Action, journal créé à l'initiative de Jean Schalit et d'anciens exclus de l'UEC, et y collabore jusqu'à sa disparition après la présidentielle de 1969. Burnier fait alors la connaissance de Jean-François Bizot. Ensemble, toujours avec Kouchner mais également avec Patrick Rambaud, ils fondent Actuel, dont le premier numéro paraît en octobre 1970. Burnier en sera le rédacteur en chef jusqu'en 1992. À cette date, il entre au cabinet de Kouchner au ministère de la Santé avant de rejoindre L'Express comme conseiller de la direction de 1994 à 1996. Il collabore ensuite à Libération et i-Télé comme chroniqueur de 2001 à 2003. Aujourd'hui, Michel-Antoine Burnier continue d'écrire - il a publié une trentaine d'ouvrages, essais, romans historiques, politiques, fictions, parodies littéraires, scénarios de fiction pour la télévision. Il termine une énorme biographie de Bernard Kouchner à paraître courant 2008.

André Gattolin - *C'est dans la presse écrite que Mai 68 a le plus tôt - et vraisemblablement le plus fortement - exercé son influence au sein de la sphère médiatique en France. Dans les années qui suivent les événements, une myriade de titres voit le jour et insufflent dans ce secteur un esprit, un ton et un style qui n'existaient pas auparavant. Comment expliquez-vous cela ?*

André Gattolin - *En quoi la presse alternative qui va apparaître après 68 est, de votre point de vue, très différente de la presse militante développée par les organisations qui ont activement participé aux événements ?*

Michel-Antoine Burnier - Avec le monopole d'État qui régit l'audiovisuel à cette époque, il n'existe guère de liberté et de pluralisme en dehors de la presse écrite. Au plus fort des événements de 68, la plupart des grands titres d'information ne paraissent pas ou très irrégulièrement pour cause de grève. Les radios pirates, bien que techniquement réalisables, ne peuvent voir le jour par manque de matériel et de techniciens ; un manque auquel s'ajoute le risque de saisie et d'arrestation. Il ne reste donc au mouvement que les affiches, les graffitis et la création de sa propre presse. Les affiches et les graffitis, nombreux pendant les événements, sont éphémères. C'est pourquoi, certains décidèrent de créer un journal du mouvement, le seul mode d'expression qui pouvait se pérenniser. Ainsi naît *Action*, dont le premier numéro sort dès le 7 mai.

Michel-Antoine Burnier - À l'époque, la presse militante issue des mouvements d'extrême gauche ne se vend pas ou très peu. C'est une presse archaïque, tout droit venue du XIX^e siècle ; elle contient un maximum de textes longs et idéologiques à l'extrême ; l'iconographie et la maquette sont totalement sacrifiées. Ce ne sont que les organes d'organisations politiques et il y est impensable, pour ceux qui les dirigent, de tailler dans un pensum théorique. Avant 1968, *Clarté*, le mensuel de l'UEC,

avait bien tenté de faire évoluer les choses. C'était un titre à la fois militant et précurseur, qui ne se contentait pas de développer une doctrine. *Clarté* voulait saisir l'esprit de l'époque, en rendait compte, ce que personne d'autre ne faisait. Tout en étant le média des communistes anti-staliniens, *Clarté* a relancé Boris Vian dans le quartier latin, mais aussi le jazz ; en cinéma, il accompagnait la Nouvelle Vague. Cet esprit novateur était l'œuvre de Jean Schalit et des « Italiens » de l'UEC. Au début des années soixante, *Clarté* a incarné une authentique créativité, proposé des titres impertinents et osé de vraies innovations dans sa maquette. Schalit et Chemetov – le futur architecte de renommée internationale – imposaient la présence de *chapô*s pour lancer les articles, développaient une titraille qui donnait envie de lire. Ils nous ont beaucoup appris et je peux dire sans mentir que c'est à *Clarté* que j'ai pris mes premières leçons de journalisme. Le deuxième article que j'écris pour *Clarté*, Schalit le coupe pour faire place à un aplat bleu au milieu de la page ! Sur le coup, j'ai râlé, puis j'ai compris ce qu'était une maquette : bien sûr, il avait raison.

À cette époque, il y a une grande impertinence à l'UEC envers les vieux staliniens du PCF et une grande émulation tant sur le fond que sur le style. Une partie des gens qui ont révolutionné les médias dans les années suivantes est passée par *Clarté*. Notamment quelqu'un comme Serge July, co-responsable à l'époque d'un article qui a tellement choqué la direction du PCF : « *Doit-on draguer ?* ».

Après notre exclusion, nous avons agité des projets. Entre 1966 et 1968, nous nous réunissions souvent chez Schalit pour mettre au point *Guérilla*, qui devait être un média hybride et itinérant au service d'une lutte où qu'elle se produise. Cela devait prendre la forme d'une valise contenant un journal, un livre, un masque anti-lacrymo... bref, un vrai kit d'agitation fabriqué sur place et adapté au combat du moment. Le projet n'a pas vu le jour, mais *Guérilla* fut le premier nom que Schalit proposa par la suite pour ce qui allait devenir *Action*. Alain Krivine s'y opposa, trouvant le titre trop gauchiste.

André Gattolin – *En quoi, de votre point de vue, Action est-il le média emblématique de 68 et la matrice des grands titres alternatifs qui vont se créer dans les années suivantes ?*

Michel-Antoine Burnier – Les trois premiers numéros d'*Action*, sortis dans l'effervescence de Mai 68, sont des journaux militants assez classiques qui expriment un cri. C'est un journal porte-parole qui veut diffuser le récit gauchiste de la révolte. Le journal ne trouve son allure et son style qu'à partir du 5 juin 1968, quand les imprimeurs reprennent le travail, avec des Unes-affiches faites par les types des Beaux Arts ou de la publicité. Il ne faut pas se raconter d'histoires, les seules affiches intéressantes ne provenaient pas de la spontanéité des masses, mais de types réellement créatifs. La plupart se sont ensuite retrouvés dans la publicité ou la presse, ou y étaient déjà auparavant. Nous avons une mise en page beaucoup plus aérée que les autres journaux. On introduisait dans nos pages des caricatures et des dessins agressifs. Dans *Action*, on retrouve dès le début des gens comme Siné, Willem, Reiser. C'est là aussi que Wolinski signe ses premiers dessins véritablement politiques. On recourt à des titres-choc en rouge et noir, toujours provocateurs. La Une d'*Action* titrant : « *Général nous voilà !* » en est la parfaite illustration. Contrairement à la presse militante classique, c'est la forme qui l'emporte – ou du

Michel-Antoine Burnier

« Avec *Action*, la presse se met en mouvement »

moins elle compte autant que le fond. Ce n'est pas un hasard : la plupart des créateurs d'*Action* sont des anciens de *Clarté*. En mai 1968, Schalit et moi, nous nous connaissions déjà bien et nous n'avions cessé de nous voir depuis le milieu des années 1960. Mais, comme je suis rédacteur en chef de *L'Événement* de d'Astier, j'appartiens à la presse bourgeoise et certains refusent de me voir écrire dans les premiers numéros d'*Action*. On me cantonne un temps à un rôle technique. D'Astier m'avait beaucoup appris, notamment l'importance des photos et de leur cadrage, une chose qu'il avait lui-même apprise de Vogel, du journal *Vu*, avant la seconde guerre mondiale. *Vu* était vraiment un magazine révolutionnaire avec une maquette qu'on pourrait qualifier constructiviste. Schalit rêve depuis longtemps de grande presse et singulièrement d'un « Paris Match de gauche ». Mais à l'automne 68, il persiste malgré les difficultés à vouloir faire d'*Action* un quotidien et refuse de le transformer en hebdomadaire. Avec une telle périodicité, nous serions peut-être parvenus à maintenir le journal. Le tirage du numéro 2 est de 100 000 exemplaires. En moyenne, il est de 40 000, soit un niveau très supérieur à celui des autres titres qui voient le jour pendant les événements.

Alexandre Pessar – *Action n'a-t-il pas été victime de la censure et de la répression qui s'est amplifiée à partir de 1969 ?*

Michel-Antoine Burnier – Tout n'était pas rose en effet de ce côté-là. Certains exemplaires d'*Action* ont été saisis par la police, d'autres par la CGT. Nous criions à la répression, mais dans l'ensemble on hurlait plus fort qu'on avait mal. C'est surtout à partir de 1970 et de 1971 que les ennuis sérieux s'abattent sur la presse et sur certains journalistes, que les vendeurs de *La Cause du peuple* sont arrêtés et emprisonnés et que Sartre tente de les protéger en acceptant d'en devenir directeur de la publication, que *Hara-Kiri Hebdo* est interdit, que Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur de l'époque, fait la guerre aux gauchistes. *Action* souffre surtout de la faiblesse de ses moyens matériels et organisationnels. Sa diffusion est uniquement militante ; elle reste donc assez parisienne, même si nous expédions des paquets en province. Les militants qui nous diffusaient rapportaient en général le produit de la vente, mais il y avait quand même un coulage avoisinant les 50 %, ce que, au final, nous aurait à peu près coûté une diffusion par les messageries. Lors de la présidentielle de 1969, *Action* reparait en quotidien, et cette fois diffusé par les NMPP, s'essouffle et disparaît au lendemain de l'élection de Pompidou. J'ajoute qu'aucun des rédacteurs ou des dessinateurs d'*Action* n'a jamais touché un sou du journal.

Alexandre Pessar – *En quoi Action a-t-il eu une influence sur Hara-Kiri Hebdo, le premier grand titre contestataire qui naît dans l'après 68 ?*

Michel-Antoine Burnier – En février 1969, les dessinateurs d'*Action*, qui sont des anciens de *Hara-Kiri* mensuel, lancent *Hara-Kiri Hebdo*. Celui-ci ressemble beaucoup à *Action* par sa couverture-affiche avec un texte-édito et des dessins qui occupent l'essentiel de la première page. Le format est celui d'un tabloïd, un format atypique à l'époque en France, le ton est braillard, les titres incisifs et provocateurs. C'est plus choc, plus clair et beaucoup plus lisible que le vieux *Canard Enchaîné*, attaché à sa tradition anticléricale du début de siècle. Si *Action* a été un peu rapidement oublié par ceux qui s'intéressent à l'histoire de la presse dans notre pays, sa forme originale a été largement popularisée par *Hara-Kiri Hebdo*, puis par *Charlie Hebdo*. *Charlie* a été le premier titre important à traduire un certain esprit de 68 en presse

auprès d'un large public mais il n'en était pas la meilleure incarnation. Les gens qui le faisaient étaient d'une génération plus ancienne que la nôtre, ils gardaient un côté franchouillard, gros rouge, saucisson, qui ne nous plaisait pas beaucoup. À l'instar de Choron, ils n'avaient pas beaucoup de convictions politiques. Pour certains d'entre eux, c'est Mai 68 qui leur a fait prendre conscience de l'état de la société dans laquelle nous vivions. Nous nous connaissons bien sûr - j'avais notamment rencontré Cabu en 1966 quand il était dessinateur judiciaire au *Figaro* pour le premier procès de l'affaire Ben Barka. Mais d'une façon générale, les gens d'*Hara-Kiri* ne nous ont pas beaucoup aidés quand nous avons lancé *Actuel* ; ils nous voyaient plutôt comme des concurrents. Pendant des années, Choron (Georges Bernier de son vrai nom) m'a systématiquement surnommé « celui qui a une faute d'orthographe à son nom »...

Propos recueillis par André Gattolin et Alexandre Pessar le 22 octobre 2007